



Vers de nouveaux mondes ?

Anny Bloch-Raymond, Patrick Schmoll

► **To cite this version:**

Anny Bloch-Raymond, Patrick Schmoll. Vers de nouveaux mondes ?. Revue des Sciences sociales, Presses Universitaires de Strasbourg, 2001, nouveaux mondes ?, pp.4-9. <hal-01299734>

HAL Id: hal-01299734

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01299734>

Submitted on 8 Apr 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Vers de nouveaux mondes ?



Fresque murale, 3rd Street,
San-Francisco
Auteur anonyme,
© Anny Bloch

Le monde change, de plus en plus vite. Autrefois, les transformations opéraient sur le long terme, laissant à chaque génération le sentiment que, même au travers des crises et des catastrophes, l'essentiel était conservé. Aujourd'hui, chacun peut se dire que tout, dans le monde comme dans sa vie quotidienne, a subi une révolution au sens premier du mot : un « turnover » complet. Et que ça va continuer...

En ce début d'un nouveau millénaire, nous avons souhaité nous prêter à un certain nombre d'interrogations sur le présent et l'avenir. Elles font d'ailleurs écho au thème d'un récent congrès de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française : « Une société-monde ? ».¹

Il est rare qu'on apprécie le changement pour lui-même. « Si ça change », se dit-on, « c'est que ça mène quelque part ». Le terme fréquemment utilisé de « mutation » évoque la métamorphose, une transition entre deux états, un ancien et un nouveau, le premier contenant d'une certaine façon déjà le second en programme.

Le besoin de repères, d'ancrages stables, invite chacun à se construire une représentation de ce que sera demain, photographie ou scénario dont la fixité, on le devine, fait d'emblée du projet une fiction, que celle-ci prenne le visage de l'utopie ou de l'apocalypse. Tel est le sens du prudent point d'interrogation qui ponctue le titre de ce numéro : le changement nous conduit-il quelque part ?

Nouvelles technologies : quelle humanité pour demain ?

La question est évoquée tout d'abord par la montée en puissance des nouvelles technologies du vivant et de l'information qui marque ce tournant de millénaire. Internet en est l'aspect le plus médiatisé², et aussi le plus sensible puisque vecteur par lequel ces technologies pénètrent jusque dans les foyers, mettant l'intégrité de la cellule familiale à l'épreuve des voyages auxquels invite cette fenêtre ouverte sur le monde : les parents face aux enfants, les membres du couple entre eux, ne savent comment réagir quand leurs proches s'isolent des heures durant devant l'écran de l'ordinateur. La présence ubiquitaire de l'être au monde préfigure les possibilités ouvertes par les biotechnologies, l'intelligence artificielle, la robotique, d'agir demain par clones interposés, ou par l'intermédiaire de prolongements bio-cybernétiques de soi greffés sur le corps propre. La question des « mutations » est posée dans toutes les acceptions du terme.

La diffusion du Réseau, qui a été rendue, en quelques années à peine, accessible à un grand nombre de personnes dans les pays développés, s'est imposée comme une donnée technologique dont les effets sociaux et psychologiques sont désormais saisissables mais restent à analyser. Sur Internet, des groupes aux contours flous se forment, dont la majorité des participants ne se sont jamais rencontrés physiquement, mais qui échangent des informations, collaborent ensemble, et finissent par nouer une gamme étendue de relations, y compris affectives, qui peuvent se prolonger sur plusieurs années. Que sont des groupes ou une société dont les acteurs ne peuvent être identifiés autrement que comme des adresses sur un serveur informatique ?

Les notions traditionnelles d'appartenance liées à la proximité et au territoire sont bousculées. Les « nouvelles frontières » de ces mondes sont désormais les limites de l'humain lui-même : son corps, son « moi », et la mort elle-même. La « virtualisation » de l'autre dans la relation a inévitablement un impact en retour sur le sujet, invité sinon contraint à recomposer ses identités. Les avancées convergentes de la génétique et de l'intelligence artificielle permettent aujourd'hui d'envisager l'affranchissement des contraintes physiques qui inscrivent l'humain dans son corps. Où mène l'utopie d'un « homme nouveau » débarrassé de son corps et de sa matérialité ?

Ce rêve d'immortalité contraste avec la perspective de nouvelles

menaces : pollution et nouvelles maladies sont les retombées des mêmes techniques et donnent l'impression que la nature et le vivant sont imprudemment manipulés par des apprentis démiurges. Les biotechnologies suscitent l'espoir de gagner cette course poursuite, de vaincre la douleur et la maladie et de reporter l'inéluctable échéance de la mort. Mais comment, dans ces conditions, la société de demain traitera-t-elle la mort ? En faisant reculer celle-ci, les hommes ont délaissé les rites et les précautions par lesquels ils avaient coutume de l'apprivoiser. La fin de vie se présente souvent comme un cauchemar pour le mourant, abandonné par ses proches aux mains de spécialistes, son corps hérissé d'appareils qui ne sont destinés qu'au maintien de ses fonctions vitales. De nouvelles approches, telles que la médecine palliative, contribueront-elles à lever le déni de la mort, à réintroduire du sens aux limites de la vie, ou n'auront-elles pour résultat que de confier la mort à davantage de spécialistes sur qui se décharger de sa gestion ?

Les frontières public-privé : peur et fascination de la transparence

Sur le versant sociétal, le Réseau impose l'idée d'une société transparente, que les uns présentent comme l'avènement d'une démocratie directe enfin possible, alors que les autres voient se profiler les démons qu'annonçaient les classiques de la politique-fiction, du

« Meilleur des mondes » de Huxley au « Big Brother » d'Orwell. Les techniques de communication peuvent aussi bien favoriser les processus démocratiques qu'être l'outil d'une société sans réelle liberté : la possibilité de réagir vite et massivement à l'événement bouscule le secret comme outil traditionnel du pouvoir, mais favorise aussi les réactions collectives peu réfléchies et peu construites, qu'un bon marketing politique est capable de savamment orienter.

Sur quelles bases de réflexion peut-on faire avancer ce débat ? L'étude des frontières multiples et mouvantes entre le privé et le public nous rappelle que la société n'est pas une machine mais un art de l'autonomie et de la dépendance entre des acteurs individuels et collectifs enchâssés les uns dans les autres, du sujet dans sa famille, en passant par les différents niveaux d'appartenance, professionnelle, religieuse, culturelle, etc. jusqu'aux institutions publiques. L'État moderne a introduit historiquement une rupture en éliminant peu à peu les corps intermédiaires, jusqu'à se substituer à certains rôles, pédagogiques et nourriciers, de la famille elle-même. C'est alors dans le face à face direct entre les grandes institutions et l'individu que surgit la peur de la transparence.

L'acteur résiste pourtant au système, à sa façon, souvent surprenante. Reléguée dans les cercles premiers du privé, la famille, cocon affectif du sujet, demeure l'ultime protection contre les intrusions du public. A contrario, dès lors que la famille n'abrite plus qu'une part restreinte des possibles de l'expérience humaine, la subjectivité pri-

vée investit massivement la scène publique en s'y exprimant, parlant au téléphone dans la rue, exhibant les détails de sa vie domestique dans les « reality shows ». Le sujet, menacé dans le privé, ne s'est jamais autant imposé en public. Cet investissement annonce-t-il une nouvelle implication du citoyen ?

La redistribution des rôles entre l'État et le citoyen

En Europe, la redistribution des rôles du citoyen et de l'État s'opère dans un cadre institutionnel au regard duquel le passage du millénaire se présente là aussi comme l'une des échéances. Chaque destin individuel revêt les manteaux d'appartenances superposées : communauté nationale, religion, région, ethnie, quartier, famille, qui n'ont pas les mêmes valeurs. La construction de l'Europe institutionnelle, pour ne pas entrer dans le débat de la souveraineté nationale, se poursuit sur la base du principe de la subsidiarité : ce principe souple de délégation, qui permet au départ de ne pas empiéter sur les prérogatives des États nationaux, a aujourd'hui pour effet paradoxal de précipiter leur mise en cause. En effet, si les États ne délèguent à l'Union que ce qu'ils veulent bien, ils promeuvent un modèle qui légitime les échelons régionaux, voire les groupes et les individus à ne déléguer eux aussi à l'État que ce qu'ils jugent nécessaire à la cohésion nationale. Le principe discret de la subsidiarité ne pose explicitement aucune appartenance totalisante, mais dans les faits, aucun pouvoir n'échappe à son contrôle,

et les notions de frontière et de territoire s'en trouvent mises en question.

En France, les effets sur la recomposition des rôles d'un État traditionnellement jacobin seront à terme les plus sensibles. L'État, qui ne peut être partout dans une société de plus en plus complexe et ouverte sur le monde entier, tend à se désengager des attributions qu'il ne peut plus assumer et se limite à celles qui lui permettent d'assurer l'unité nationale. Pour pouvoir légitimer son rôle par rapport à un citoyen qui serait autrement porté à se tourner vers le niveau régional ou supranational en vertu du principe de subsidiarité, l'État invite ses administrations à se mettre à l'écoute des usagers.

Le citoyen a ainsi davantage de prise sur la vie sociale, via son insertion dans des actions associatives ou de quartier qui peuvent faire pression sur l'action publique. Pour autant, le processus démocratique est ici ambigu. D'une part, la démocratisation « par l'usager » est aussi une manière insidieuse pour les pouvoirs publics de le responsabiliser, voire de le mettre à contribution sur le mode du bénévolat (tri volontaire des déchets, médiateurs, surveillants d'immeubles). D'autre part, la baisse de la participation aux élections et de l'implication militante dans les organisations partisans ou syndicales n'est pas compensée par l'implication momentanée dans des actions locales ou sur des objectifs ponctuels.

Cette désaffection n'exprime pas une maturité plus grande du citoyen, conforme à l'idée de certains politologues d'un homo politicus plus individualiste, plus autonome et plus

stratège dans ses choix électoraux. Les élections montrent que les votes restent déterminés par les appartenances sociales, plutôt que par une réflexion individuelle et collective profonde. La désaffection du citoyen traduit sans doute que ses actions sont davantage tournées vers ses intérêts personnels et ceux de ses proches, et qu'il se sent plus utile en d'autres lieux, son immeuble ou son quartier.

Développement urbain : vers une ville utopique ?

La ville, où habite dès à présent la majorité des habitants des mondes de demain, est donc le terrain par excellence des enjeux politiques et sociaux, où s'expriment les visions de ce que sera la société de demain au quotidien, et où se manifestent déjà les conceptions divergentes de sa gestion.

Les projets de villes utopiques, très tôt dans la pensée occidentale, ont exprimé l'idée qu'un projet de société devait avoir une traduction architecturale et urbanistique à sa mesure : la manière dont sont habités les nouveaux mondes n'est pas indifférente. L'utopie condense un projet politique et social en même temps qu'une pensée esthétique fondée sur des idéaux d'harmonie soutenus par l'abstraction géométrique (symbolisant la science). La « ville idéale », elle, est une invention plus typiquement moderne. Expression d'une volonté politique forte, elle rejoint dans certains cas le projet utopique porté par son concepteur : construire un monde meilleur et promouvoir le progrès scientifique et artistique qui conduira la communauté urbaine à une plus grande harmonie sociale. Mais

les réalisations effectives de villes idéales par le passé sont indissociables de l'apparition et de l'affirmation de l'État dans le développement d'une société : alors que les cités utopiques sont souvent le cadre d'une économie communautaire et agraire, dans les villes idéales la volonté du monarque rencontre les efforts de la bourgeoisie urbaine montante pour créer une expression de prestige et de pouvoir.

L'utopie montre cependant ses limites puisque les plans des créateurs sont sous-tendus par un projet urbain et social dans lequel une élite d'artistes, de scientifiques et de décideurs prétend pouvoir élaborer les cadres spatiaux et sociaux d'une ville imposée à ses habitants comme idéale. La recomposition des rôles de l'État a donc aussi sa traduction dans les débats sur la ville.

Des villes comparables sont aujourd'hui l'enjeu d'approches politiques et urbanistiques très différentes. Telle approche cartésienne et régaliennne de l'urbanisation récupère la parole des habitants dans un discours d'experts, propose un tableau de la ville idéale qui rencontre l'accord de tout le monde, mais où personne, finalement, ne reconnaît son quotidien. Telle autre, plus discrète, plus pragmatique, marquée par les conflits entre usagers et gestionnaires de la ville, débouche pourtant sur une réflexion sociologique et écologique enrichie par la confrontation.

Les vitrines des « nouveaux mondes » : esthétique et modernité

Les débats sur la ville et les projets de villes idéales illustrent un

aspect particulier de la modernité qui a une portée plus générale : l'un des visages les plus remarquables des nouveaux mondes, c'est qu'ils se veulent beaux, « clean ».

La société produit-elle de la mise en scène et de l'exclusion au point d'interroger les bases symboliques qui la fondent ? Qu'à cela ne tienne, ces marques de rupture dans la continuité du tableau, ces taches, sont récupérées comme des signes d'originalité et sont esthétisées : les sans-abri, comme les Indiens d'Amérique, sont aujourd'hui exposés et photographiés, intégrés au patrimoine culturel des sociétés modernes. Le culturel sert de sous-pape de sécurité à la gestion du social, les itinéraires individuels ou communautaires sont mis en mémoire par des anthropologues, des artistes, des journalistes. La société s'offre en miroir à elle-même et ce principe de réflexivité culmine en tirant d'une esthétique généralisée jusqu'à la possibilité de restituer la naturalité qu'il a détruit : le naturel, le primitif, le sauvage, catégories qui désignent par définition ce qui ne devrait pouvoir être réfléchi, sont réintroduits dans les pratiques sociales comme recherche de « l'authentique ».

Promenons-nous dans une « authentique » bourgade du vignoble alsacien, dont les maisons anciennes, décorées de géraniums, arborent des couleurs vives qui évoquent les images d'un conte illustré. La polychromie de couleurs soutenues est aujourd'hui considérée comme indispensable pour donner vigueur à l'entretien des façades et embellir les villes. Elle s'impose en se réclamant de pratiques traditionnelles et

locales : nos ancêtres peignaient leurs maisons de couleurs soutenues. Entre propriétaires et urbanistes, les références aux pratiques locales traditionnelles s'avèrent cependant incertaines quand on interroge l'histoire. Le fond du débat se situe bien moins dans cette recherche d'une authenticité difficile à établir, que dans l'affirmation d'un discours communautaire sur le terroir : il s'agit de définir, sur le modèle de l'emblème, un objet commun à tous qui permette néanmoins à chacun de manifester une différence. L'esthétique est ce qui permet de réintroduire un ordre visible du monde.

Penser la mutation³

La mutation, la nouveauté, sont-elles des phénomènes objectifs ? Ces « nouveaux mondes » sont-ils vraiment « nouveaux » et y a-t-il vraiment rupture entre la vision, souhaitée par les uns ou redoutée par les autres, utopique ou apocalyptique, qu'ils nous proposent, et un monde « ancien » que nous serions en train de voir disparaître ?

Ou bien l'effet de nouveauté ne réside-t-il pas simplement dans notre difficulté à penser le changement social, à retrouver dans le présent les processus qui ont toujours été là par le passé ? De sorte que le sentiment de rupture et de nouveauté ne serait dû qu'au fait qu'ils ne nous sont pas intelligibles, que nous refusons d'y reconnaître des processus présents, et de manière continue, voire des invariants.

Le mariage et la famille, par exemple, dans leurs formes traditionnelles, sont sérieusement remis en question. Mais la baisse de la nuptialité ne signifie pas la fin de la vie

à deux, car elle tient en partie à l'allongement de la durée des relations avant mariage et est compensée par l'augmentation des unions libres. Le mariage en tant qu'acte juridique et social a perdu de sa pertinence, mais son déclin est une donnée qui dissimule que la vie en couple demeure la forme de vie la plus répandue, que même nombre de célibataires, s'ils sont eux aussi plus nombreux dans les statistiques, continuent à situer comme un idéal. Le modèle familial dont il est une base essentielle a donc encore de beaux jours devant lui, quoi qu'on dise.

Les faits sociaux seraient-ils donc d'une constance têtue, que les paradigmes modernes nous empêcheraient simplement de reconnaître ? Considérons le phénomène de l'exclusion, présenté comme un des grands problèmes sociaux d'aujourd'hui, nouveau par son ampleur, porteur de risques d'éclatement de la société. Ce thème a connu un succès public important depuis la fin des années 1980. La notion, fortement médiatisée, et adoptée par nombre de sociologues et de philosophes qui ont contribué à sa diffusion, n'est pourtant nouvelle qu'en apparence : elle n'est qu'une manifestation de processus sociaux qui sont et ont toujours été un mixte d'identités et de différences, d'unité et de division, de cohésion et de conflits. Les enjeux qui réunissent les hommes sont aussi ceux qui les déchirent.

On se rend compte alors que les sciences sociales ont une responsabilité importante dans la restitution et l'interprétation des faits de société. Chez les auteurs qui ont assuré le succès de la notion d'exclusion, celle-ci est associée à un usage aussi immodéré du concept de lien social, qui a tendu à remplacer dans le vocabulaire des

sociologues le concept plus ancien de rapport social, évacué en même temps que l'ensemble du paradigme marxiste en raison de l'effondrement des modèles politiques et des mouvements sociaux qui lui conféraient une légitimité. Les théories sociologiques qui mettent l'accent premier sur ce qui fait lien dans la société ne peuvent que s'étonner du phénomène de l'exclusion, et le considérer comme « nouveau » et problématique.

Pareillement, nous soulignons dans cette publication les changements en profondeur que la révolution technologique annonce dans les structures de nos sociétés et dans ce qui définit notre humanité. Le paradigme de la « société de l'information » nous fait penser la révolution de l'information comme un phénomène entièrement nouveau, alors que les rapports sociaux demeurent ce qu'ils ont toujours été : des rapports de force, qui définissent des enjeux qui rassemblent et divisent à la fois. Pertinent dans les domaines les plus avancés de l'informatique, de la robotique, de l'intelligence artificielle ou de la génétique, le paradigme est plus problématique dans ses applications aux faits humains et de société. Il s'exprime d'ailleurs dans une alternance significative d'approches pragmatiques et de théorisations utopiques qui nourrissent les courants d'une nouvelle idéologie de « l'authentique », de la « transparence », de la « communication globale », aux accents religieux mais sans réelle consistance.

Le changement nous conduit-il bien quelque part, et ces mondes qu'il nous dessine comme son horizon sont-ils vraiment nouveaux ? Sans doute, l'évolution technologique est une réalité, et certaines transformations sociales et socié-

tales sont déjà effectives. Mais on peut aussi y repérer des processus qui sont des invariants de l'observation de l'homme et des sociétés humaines : l'amour, la violence, la recherche du pouvoir, certains schémas de pensée. Il n'y a donc pas lieu de se laisser submerger par une nouveauté qui ne serait telle qu'en raison de notre incapacité à l'inscrire dans l'histoire et à discerner l'avenir. Pour cela, il était dans l'ambition de ce numéro, moins de décrire exhaustivement les mutations que nous traversons, que de fournir matériaux et outils pour les mieux penser.

Notes

1. *Bulletin de l'AISLF*, n° 16, 2000, « Une société-monde ? »
2. Plusieurs ouvrages sont parus en 2000, qui ouvrent un débat auquel le présent numéro contribue à son tour. Citons notamment P. Lévy, *World philosophie. Le marché, le cyberspace, la conscience*, Paris, Odile Jacob, 2000; D. Wolton, *Internet, et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris, Flammarion, 2000; Ph. Breton, *Le culte de l'Internet. Une menace pour le lien social ?*, Paris, La Découverte, 2000. Voir le compte rendu des ouvrages de Philippe Breton et de Dominique Wolton en fin de numéro.
3. Ce titre vient en écho au thème du Congrès de Montpellier (2000) dont nous recevons les actes au moment de mettre sous presse: A. Touati (ed.), *Penser la mutation*, Antibes, Cultures en Mouvement, 2001.